

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 24 MARS 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 24 mars 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
59	20	2

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 22/03/031

**VOTE DU MONTANT DE LA
GEMAPI POUR 2022**

PRESENTS :

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Edwige MARINO, M. Jean-Louis MASSON, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Yannick CHENEVARD, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Christophe MORENO, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. François CARRASSAN, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Magali TURBATTE, M. Pierre BONNEFOY, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO.

REPRESENTES :

M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à Mme Josy CHAMBON, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Frédéric BOCCALETTI ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, M. Ange MUSSO ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. Francis ROUX ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Gilles VINCENT, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à Mme Christine SINQUIN, M. Joseph MINNITI ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Jean-David MARION ayant donné pouvoir à Mme Cécile MUSCHOTTI.

ABSENTS :

Mme Rachel ROUSSEL, M. Emilien LEONI.

Séance Publique du 24 mars 2022

N° D' O R D R E : 22/03/031

O B J E T : VOTE DU MONTANT DE LA GEMAPI POUR 2022

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles, dite Loi MAPTAM, dispose de la compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations » (GEMAPI) est exercée par les Etablissements de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre,

VU la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite « loi NOTRe »,

VU l'article 53 de la Loi n°2017-1775 du 28 décembre 2017 de Finances rectificative pour 2017,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Environnement et notamment son article L. 211-7,

VU les articles 1530 bis et 1639 A du Code Général des Impôts,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération 18/02/4 du 13 février 2018 du Conseil Métropolitain instaurant la taxe GEMAPI et son montant à compter de 2018,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 14 mars 2022,

CONSIDERANT que la compétence GEMAPI est définie par les 4 alinéas suivants de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement :

- (1°) L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,
- (2°) L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
- (5°) La défense contre les inondations et contre la mer,
- (8°) La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines,

CONSIDERANT que la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite « Loi NOTRe », a confirmé le positionnement de cette compétence comme obligatoire au niveau des EPCI à fiscalité propre à compter du 1^{er} janvier 2018,

CONSIDERANT qu'afin de financer cette nouvelle compétence obligatoire, le législateur a prévu à l'article 1530 bis du Code Général des Impôts (CGI) la possibilité pour les EPCI à fiscalité propre d'instituer et de percevoir une taxe dont le produit ne peut ni dépasser un plafond calculé sur la base de 40 € par habitant ni le montant des dépenses prévisionnelles affecté à la GEMAPI,

CONSIDERANT qu'il convient de préciser que le produit de la taxe est réparti entre les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes a procuré l'année précédente sur le territoire de l'EPCI à fiscalité propre qui l'instaure, aux communes membres de ce dernier et aux EPCI dont elles sont membres,

CONSIDERANT que la base de la taxe est déterminée dans les mêmes conditions que pour la part communale, ou à défaut de part communale, dans les mêmes conditions que pour la part intercommunale de la taxe principale à laquelle la taxe s'ajoute,

CONSIDERANT que c'est l'administration fiscale qui sera chargée d'assurer la répartition du produit GEMAPI attendu sur les taxes de la fiscalité directe locale proportionnellement aux recettes fiscales communales et intercommunales de 2021 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que les taux intercommunaux de la Taxe GEMAPI, ainsi déterminés, seront applicables en 2022 sur chacune des 12 communes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que les organismes d'habitation à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte sont exonérés de la Taxe GEMAPI au titre des locaux d'habitation et des dépendances dont ils sont propriétaires et qui sont attribués sous conditions de ressources. Les redevables, au nom desquels une cotisation de taxe d'habitation est établie au titre de ces locaux, sont exonérés de la taxe,

CONSIDERANT que par ailleurs, l'article 1530 bis du CGI prévoit que le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts, résultant de l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations,

CONSIDERANT que dans ces conditions, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a instauré la taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2018 par délibération n°18/02/4 du 13 février 2018,

CONSIDERANT que le produit de la taxe GEMAPI est arrêté, chaque année, par l'organe délibérant de l'EPCI avant le 15 avril ou le 30 avril, si année d'élections locales, pour une application dans l'année (Art 1639 A),

CONSIDERANT que pour 2022, le Conseil Métropolitain doit voter le montant de la Taxe GEMAPI égal au montant annuel prévisionnel de 2022 des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI, telle qu'elle est définie au I bis de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement et le produit reporté à l'habitant résidant sur le territoire relevant de sa compétence doit rester dans la limite d'un plafond fixé à 40 €,

CONSIDERANT qu'en prenant en compte les dépenses prévues pour cette compétence (voir tableau ci-dessous) et dans le respect des plafonds prévus par la réglementation, il est proposé de fixer le montant du produit de la taxe GEMAPI à 4,7 millions d'euros pour 2022,

SECTION INVESTISSEMENT	2022
BESOINS DE FINANCEMENT	6 350 000
RESSOURCES DE FINANCEMENT	1 042 000
SECTION FONCTIONNEMENT	2022
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	3 253 000
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	4 700 000
SOLDE GLOBAL DE CLOTURE N-1	3 801 000
	2022
CAF brute (€)	1 447 000
CAF nette (en €)	1 447 000
Encours de dette (en €)	0
Cap. Désendet. (années)	0
Solde global de clôture (€)	- 60 000

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE

DE DIRE que le produit de la taxe sur la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) est fixé à 4,7 millions d'euros pour l'année 2022.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 24 mars 2022



Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 77

CONTRE 2

Monsieur Frédéric
NAVARRANNE.

BOCCALETTI,

Monsieur Amaury

ABSTENTION 0

Prévisionnel d'investissement 2018-2027 - GEMAPI		k€ TTC					
Opération	Réel 2018	Réel 2019	Réel 2020	Réel 2021	Prév DEP 2022	2023-2027	TOTAL
Le Roubaud - etudes et premiers aménagements hydrauliques amont	42	38	12	0	0	7 260	7 352
la Sauvette - Etude, foncier et aménagement en aval de la ZAC des Rougières	47	39		0		500	587
Gapeau + Roubaud - Etude du réessuyage de la plaine après crue (PAPI Gapeau)				35			34
Canal Decugis - Reprise des berges	61			798	260	300	1 419
La Luquette - Etudes et aménagement du bassin de rétention de Costebelle					50		50
La Sauvette - Aménagement amont (Nocart)	514	287	345	54	2 369		3 568
Lutte contre la submsersion marine - Tombolo Ouest - Etudes et travaux de protection en mer	46			10	372	1 000	1 428
Lutte contre la submsersion marine - Tombolo Ouest -Travaux de transformation du cordon dunaire			308	254	392	1 250	2 205
Lutte contre la submsersion marine - Front de mer - Travaux de consolidation			123		0		123
Lutte contre la submsersion marine - Réfection digue Cabanes du Gapeau			20	14	15	75	124
Lutte contre la submsersion marine - La Capte - Requalification muret chasse-mer	72			0	332		404
Lutte contre la submsersion marine - Le Ceinturon - Etudes et travaux de protection en mer			84	82	460	2 000	2 626
Lutte contre la submsersion marine - La Capte - Travaux d'optimisation atténuateur de houles	25		1	0	21	150	197
Zone humide du Palyvestre - Etudes et acquisition foncière pour restauration				0	0	360	360
Salins de Hyères - Programme d'investissement (part GEMA Zone Humide)	287	302	198	141	141	1 000	2 068
Salins de Hyères - Renaturation littoral des Vieux Salins (phase 2)		41		0	0	150	191
La Lieurette - Finalisation du plan de gestion de la zone humide	10			0	0		10
La Renardière - Aménagement de 3 zones de rétentions naturelles (EBC)				0	40	50	90
Lutte contre la submsersion marine - Digue de protection de la plage de Bonne Grace (anse A)	254	664	665	32	0		1 615
Lutte contre la submersion marine -Protection plage Bonne Grace	11			0	0		11
Le Pontillot - Etudes doublement du cadre sous l'avenue de la mer <i>(en parralèle avec travaux voire CD83)</i>							158
Le Bouchou - Etudes et aménagement d'un bassin naturel chemin de la Foret						1 500	1 500
Le Bouchou -Etudes et aménagement d'un bassin de rétention au droit de Barras						1 500	1 500
Le Rayolet - Acquisitions foncières pour zone de rétention naturelle	343			0	158		343
Les Roches Blanches - Aménagement d'un bassin de rétention <i>(en attente confirmation par schéma directeur)</i>							0
Les Roches Blanches - Recalibrage du ruisseau, doublement de l'aval <i>(en attente confirmation par schéma directeur)</i>							0
Le Vignelongue - Etudes et aménagement du bassinn de rétention amont						2 000	2 270
Le Loup - Etudes et aménagement du bassin de rétention Costechaud et renformecnt du vallat en aval			1	72	197	2 500	2 500
L'Oide - Etudes et aménagement d'une zone de rétention naturelle						150	150
Le Loup - Aménagement du bassin de rétention Mauvéou							0
Lutte contre la submersion marine - Protection de la baie des Sablettes			3	59			62
Le Las - Etudes pour la renaturation de la partie aval					0		0
<i>Amélioration des connaissances sur les phénomènes multiples à l'origine des débordements (hors syndicats) - voir 3 opérations ci-dessous</i>				0	0		0
Le Las - Etude de fonctionnement hydraulique du Las en lien avec le milieu			50	53	43		146
Le Faveyrolles - Etude de fonctionnement en lien avec milieu <i>(annulée : reprise étude SCE 2011)</i>					0		90
Lutte submersion marine - Etude stratégique Littoral urbain (autres bassins versants sur les communes de Toulon Centre, Six-Fours, La Seyne-sur-Mer)				0	0	7	7
Cours d'eau divers hors syndicats - Etudes et aménagement (diagnostic technique et foncier))			66	0	100		166
Prévisionnel acquisitions foncières				0	1 400	3 000	4 400
TOTAL TPM	1 712	1 370	1 875	1 604	6 350	24 752	37 754

Pour mémoire : Opérations d'investissement sous autre maitrise d'ouvrage que TPM		
L'Eygoutier -Zone d'Expansion de Crue (ZEC) de l'Etagnol	SGE	intégrés aux cotisations syndicales (section de focntionnement)
L'Eygoutier - Complément d'études du risque inondation du BV	SGE	
la Planquette - Aménagement bassins et dérivation	SGE	
St-Joseph - Achat bassins convention Spirit	SGE	
L'Eygoutier - Confortement de berge allée G. Leygues	SGE	
L'Eygoutier - Etude paysagère renaturation canal de la Rode	SGE	
La Reppe - Reprise couronnement sortie de la Reppe	SRGVG	
La Reppe - Réhaussement du pont aval	SRGVG	
Le Gapeau - Restauration hydraulique ruisseau des Borrels	SMBVG	
Le Gapeau - Aménagement Plan du Pont	SMBVG	